



Berne, le 18 juin 2020
Thomas Jordan

Remarques introductives de Thomas Jordan

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la conférence de presse de la Banque nationale suisse (BNS).

Lors de notre précédente conférence de presse en décembre 2019, personne n'aurait jamais imaginé combien et avec quelle rapidité le coronavirus transformerait le monde. Nous sommes soulagés que le nombre de contaminations en Suisse ait entre-temps fortement diminué et exprimons notre profonde sympathie à toutes les personnes directement touchées par le coronavirus ou ayant perdu des proches.

Je vais maintenant vous présenter notre appréciation des répercussions économiques de la pandémie de coronavirus et commenter notre décision de politique monétaire. Ensuite, Fritz Zurbrügg vous exposera les principales conclusions du *Rapport sur la stabilité financière 2020*. Enfin, Andréa Maechler abordera la situation sur les marchés financiers. Après ces interventions, nous nous tiendrons, comme d'habitude, à votre disposition pour répondre à vos questions.

Décision de politique monétaire

La pandémie de coronavirus et les mesures prises pour l'endiguer ont entraîné, en Suisse comme dans le reste du monde, une chute de l'activité économique et une baisse de l'inflation. L'activité économique se redresse petit à petit, mais l'incertitude relative au comportement des consommateurs et des entreprises reste élevée.

Dans ce contexte, nous poursuivons notre politique monétaire expansionniste pour assurer des conditions monétaires appropriées en Suisse. Notre politique monétaire expansionniste a fait ses preuves et demeure nécessaire. Elle contribue à stabiliser l'évolution de l'économie et des prix. Nous laissons ainsi inchangés, à $-0,75\%$, notre taux directeur et le taux d'intérêt négatif appliqué aux avoirs à vue à la BNS. Etant donné le niveau élevé du franc, nous restons



Conférence de presse

disposés à intervenir de manière accrue sur le marché des changes en tenant compte de la situation pour l'ensemble des monnaies. Dans le cadre de la facilité de refinancement BNS-COVID-19, nous fournissons en outre des liquidités supplémentaires au système bancaire et soutenons de cette manière l'approvisionnement de l'économie en crédits avantageux.

Prévision d'inflation

Dans la situation actuelle, les prévisions d'inflation et de croissance sont entourées d'une incertitude inhabituellement élevée. La nouvelle prévision d'inflation conditionnelle est inférieure à celle de mars. Cela s'explique essentiellement par le repli marqué des perspectives de croissance et la baisse des cours du pétrole. La prévision s'inscrit en dessous de zéro (-0,7%) pour 2020. En 2021, le taux d'inflation devrait augmenter, mais rester légèrement négatif (-0,2%). Il devrait redevenir positif (0,2%) en 2022. La prévision d'inflation conditionnelle repose sur l'hypothèse d'un taux directeur de la BNS maintenu constant à -0,75% pendant les trois prochaines années.

Perspectives économiques internationales

La pandémie de coronavirus et les mesures prises pour l'endiguer ont précipité l'économie mondiale dans une forte récession. Afin d'arrêter la propagation du virus, la plupart des pays ont pris des mesures d'endiguement draconiennes. Le nombre de contaminations a entre-temps nettement diminué dans de nombreuses grandes économies.

Les mesures de lutte contre la pandémie ont considérablement restreint les possibilités de production et de consommation, ce qui a conduit dans beaucoup de pays à une contraction très prononcée de l'économie dès le premier trimestre 2020. En avril, l'économie devrait avoir enregistré dans la plupart des pays un niveau d'activité représentant 65% à 80% seulement de la normale. Le recul du produit intérieur brut (PIB) à l'échelle du globe devrait être encore plus fort au deuxième trimestre. Le chômage a augmenté dans nombre de pays. En Europe, des plans de chômage partiel ont néanmoins permis d'empêcher une progression plus marquée.

Entre-temps, certaines économies ont commencé à assouplir leurs mesures d'endiguement. Selon les premiers indicateurs, l'activité économique a connu dès lors un regain de vigueur. De nouveaux assouplissements devraient contribuer à une nette reprise de la conjoncture au troisième trimestre.

Dans notre scénario de base pour l'économie mondiale, nous partons de l'hypothèse que de nouvelles vagues de contamination pourront être évitées. Néanmoins, la demande de consommation et d'investissements devrait rester modérée dans un premier temps en raison de l'incertitude entourant le comportement des acteurs économiques, de la hausse du chômage et de l'endettement accru des entreprises. Les capacités de production mondiales continueront à être sous-utilisées pendant encore une longue période, et l'inflation devrait demeurer faible dans la plupart des pays.

Conférence de presse

Notre scénario de base reste très incertain dans un sens comme dans l'autre. D'un côté, de nouvelles vagues de contamination ou des tensions commerciales pourraient freiner encore l'évolution conjoncturelle. De l'autre, les importantes mesures de politique monétaire et budgétaire prises dans de nombreux pays pourraient soutenir la reprise plus fortement que prévu.

Perspectives économiques en Suisse

L'économie suisse est également confrontée à une récession marquée. Les mesures destinées à endiguer le virus, l'effondrement de la demande extérieure et des difficultés de livraison ont entraîné un recul prononcé de l'activité dans de nombreuses branches. Contrairement à ce qui avait été le cas lors de précédentes récessions, les services sont eux aussi fortement touchés, en particulier l'hôtellerie et la restauration, le transport de personnes, les divertissements et une partie du commerce de détail.

En conséquence, la plupart des indicateurs conjoncturels se sont nettement dégradés ces derniers mois. Le chômage partiel a atteint une ampleur sans précédent, le chômage a rapidement augmenté et le climat de consommation est tombé à un niveau inédit. Bien que le tassement ne soit intervenu qu'en mars, le PIB était, au premier trimestre 2020, déjà inférieur de 2,6% à son niveau du trimestre précédent. L'activité économique a touché le creux de la vague en avril. Le recul du PIB devrait par conséquent être encore plus prononcé au deuxième trimestre.

Selon différents signaux, l'activité économique a de nouveau connu un certain regain de vigueur depuis fin mai avec les mesures d'assouplissement. Cette évolution positive devrait se poursuivre au cours des prochains mois. Dans notre scénario de base, nous estimons toutefois que la reprise restera tout d'abord incomplète, comme à l'étranger, et que le PIB ne retrouvera pas rapidement son niveau d'avant la crise. Les répercussions de la récession devraient peser un certain temps sur la demande extérieure, les investissements et la consommation.

Dans l'ensemble, le PIB devrait diminuer cette année d'environ 6%, ce qui constituerait le plus fort recul depuis la crise pétrolière des années 1970. La reprise économique au second semestre devrait se traduire par une croissance nettement positive en 2021.

Garantie de l'approvisionnement en crédits

Mesdames et Messieurs, le confinement décrété pendant la crise du coronavirus a placé du jour au lendemain maintes entreprises devant des difficultés considérables. De nombreuses branches subissent une perte de revenus sans précédent. Il est absolument décisif pour la reprise économique que les entreprises fondamentalement solides puissent faire face à cette période difficile. En plus des indemnités de chômage partiel, les crédits COVID-19 jouent à cet égard un rôle central. Ils permettent en effet aux entreprises de surmonter les pénuries de liquidités liées à la crise.

Conférence de presse

Le paysage économique suisse est constitué pour une grande part de petites et moyennes entreprises. Environ deux tiers des employés travaillent dans une exploitation occupant moins de 250 personnes. Ces PME ont certes leur banque, mais, avant la pandémie de coronavirus, la plupart d'entre elles ont continué de fonctionner sans crédits bancaires. Lors de la mise sur pied du programme de crédits COVID-19, il était important de donner à ces entreprises la possibilité d'obtenir facilement des crédits avantageux. Cet objectif a pu être atteint grâce aux garanties de la Confédération, à la possibilité de refinancement auprès de la BNS et aux efforts importants fournis par les banques. Le risque de voir, pour de nombreuses PME, les pénuries de liquidités conduire à des défauts de paiement aurait été nettement plus élevé sans ce programme de crédits.

La facilité de refinancement BNS-COVID-19, également désignée par l'abréviation FRC, fait partie du train de mesures qu'ont élaboré la Confédération et la BNS d'entente avec les banques. Dans le cadre de la FRC, nous fournissons aux banques des liquidités au taux directeur de la BNS, soit $-0,75\%$, contre des titres de crédits COVID-19 garantis. Ainsi, lorsqu'elles accordent des crédits COVID-19, les banques n'ont pas besoin de recourir à leurs propres liquidités, mais peuvent s'en procurer à la BNS à des conditions avantageuses. La FRC, l'augmentation du montant exonéré de l'intérêt négatif et la désactivation du volant anticyclique de fonds propres ont étendu la marge de manœuvre des banques.

Comment l'octroi de crédits a-t-il évolué depuis le début de la pandémie? Il y a tout lieu de penser que l'approvisionnement des PME en crédits et en liquidités fonctionne bien actuellement en Suisse. En début d'année, le taux de croissance annuel des crédits en francs était d'environ 3% ; en mars, il s'est inscrit à plus de 4% , soit le niveau le plus haut depuis 2014, et les limites de crédit existantes ont été mieux utilisées.

L'augmentation des prêts octroyés aux entreprises tient pour une large part aux crédits COVID-19. Le niveau actuel des limites de crédit COVID-19 est légèrement supérieur à 15 milliards de francs. Plus de 50 000 crédits ont été accordés en une semaine après le début du programme, le 26 mars; à ce jour, presque 130 000 crédits ont été octroyés. Une PME sur cinq a obtenu un crédit COVID-19; parmi celles-ci, la plupart comptaient moins de cinq employés. Il s'agit donc de crédits relativement modestes: le montant moyen se situe à près de 120 000 francs. Les branches dans lesquelles la demande est la plus forte sont les services aux entreprises, dont font par exemple partie les sociétés de nettoyage et les agences de voyage, ainsi que le commerce de gros et de détail. Nous observons aussi que l'hôtellerie et la restauration, qui ne sollicitent en temps normal que peu de crédits, recourent largement aux crédits COVID-19. Les banques refinancent auprès de la BNS environ deux tiers de l'encours des crédits COVID-19, ce qui correspond à quelque 10 milliards de francs.

Dans ses remarques introductives, Fritz Zurbrügg s'exprimera sur les crédits COVID-19 du point de vue de la stabilité financière, et Andréa Maechler commentera les principaux aspects opérationnels de la FRC.

Conférence de presse

Contribution de la politique monétaire à la résolution de la crise et perspectives

Notre politique monétaire contribue de trois manières à la résolution de la crise.

Premièrement, dans une période où le besoin de liquidités a augmenté, notre taux directeur négatif garantit des conditions de financement avantageuses à l'économie et aux collectivités publiques.

Deuxièmement, par le taux d'intérêt négatif et nos interventions sur le marché des changes, nous garantissons des conditions monétaires appropriées. Dans les semaines qui ont suivi le dernier examen de la situation économique et monétaire, le franc a subi par moment de fortes pressions à la hausse en raison de la très grande incertitude et du rôle de valeur refuge qu'il joue. Une nouvelle appréciation du franc, lequel s'inscrivait par ailleurs déjà à un niveau élevé, aurait entraîné des difficultés supplémentaires pour notre économie. Depuis l'examen de mi-mars, nous avons donc effectué des interventions portant sur un volume important. La situation s'est de nouveau quelque peu détendue depuis.

Troisièmement, nous contribuons à éviter un resserrement du crédit. L'intérêt négatif appliqué à la FRC ainsi que la désactivation du volant anticyclique de fonds propres permettent aux banques d'octroyer plus facilement des crédits à des conditions avantageuses.

Les perspectives sont entourées d'une grande incertitude. Nous espérons que le pire est passé. Néanmoins, une période difficile de reprise nous attend. Il faut éviter une deuxième vague de contamination tout en permettant que l'activité économique reprenne le plus possible. Cela requiert, outre le soutien de la politique monétaire et budgétaire, également une grande flexibilité de la part des entreprises et de leurs employés. De même, garantir à notre économie des conditions globales toujours favorables est déterminant pour la traversée de cette période ardue. De notre côté, nous réexaminons régulièrement la situation et adapterons si nécessaire notre politique monétaire.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention et cède la parole à Fritz Zurbrügg.